



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Sécurité civile

Question au Gouvernement n° 4245

Texte de la question

SÉCURITÉ CIVILE

M. le président. La parole est à Mme Sylvie Bouchet Bellecourt.

Mme Sylvie Bouchet Bellecourt. Demain, 14 juillet, la fête nationale nous donnera l'occasion de renforcer la cohésion nationale en rendant un hommage appuyé à celles et ceux qui défendent chaque jour nos idéaux et nos valeurs républicaines, en France comme à l'étranger. À Paris, ils seront plus de 4 400 à défiler avec, dans leurs rangs, des membres de la sécurité civile sur les moyens de laquelle je souhaite appeler votre attention.

Les hélicoptères jaune et rouge, couramment appelés Dragon, assurent des opérations de secours et de reconnaissance aérienne – accidents de voiture, sauvetages en forêt, lutte contre les incendies ou encore transferts interhospitaliers durant la crise sanitaire. Plus de 19 000 opérations ont été ainsi effectuées l'année dernière. Pourtant ces missions essentielles de secours d'urgence sont menacées en raison du manque d'investissement et de vision de l'État ces dernières années. L'immobilisation d'un tiers des 34 appareils met en question l'efficacité de la maintenance. Le reste de la flotte étant surexploité, tous les territoires ne peuvent être couverts. Par ailleurs, la volonté de médicaliser les vingt-trois bases de la sécurité civile relève plus de l'incantation que d'une véritable stratégie.

Résultat : depuis le 9 juillet, l'Île-de-France ne bénéficie plus d'aucun des deux appareils qui couvraient jusqu'alors son territoire. Cette carence est incompréhensible s'agissant d'une région de cette taille, d'autant que l'appareil détaché en Seine-et-Marne intervenait déjà dans les départements limitrophes de la région Centre-Val-de-Loire. L'État propose de louer un appareil privé pour remplir ces nécessaires missions mais celui-ci ne sera ni médicalisé, ni en mesure d'intervenir de nuit.

Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous apporter des précisions sur cette défaillance de l'État ? Quelles solutions concrètes envisagez-vous pour que les Franciliens ne soient pas abandonnés ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de la citoyenneté.

Mme Marlène Schiappa, *ministre déléguée chargée de la citoyenneté*. Tout au long de l'année, les membres de la sécurité civile œuvrent dans l'urgence pour sauver des vies, y compris dans des situations exceptionnelles, et je veux ici saluer leur travail remarquable. Le ministère de l'intérieur est engagé dans le secours à la personne et dans l'aide médicale d'urgence et avec Gérald Darmanin, nous menons une politique volontariste en la matière.

Nous avons déployé des moyens importants pour soutenir durablement la sécurité civile. Elle bénéficiera de 37,5 millions d'euros de crédits au titre du plan de relance. Pour le secteur aérien, 1,6 million seront consacrés à

l'acquisition d'hélicoptères Airbus H145 D3 et 33,7 millions de crédits seront dédiés à l'entretien de la flotte et des aéronefs. Par ailleurs, 2,2 millions d'euros ont été votés en faveur du financement du système d'alerte aux populations. Les crédits du plan de relance vont aussi contribuer à l'achat de véhicules électriques dans le cadre du verdissement du parc automobile ainsi qu'à des travaux d'entretien et d'isolation thermique des bases d'hélicoptères et des centres de déminage. En 2021, l'effort budgétaire total en faveur de la sécurité civile représentera 40 millions d'euros, soit une augmentation de près de 8 % par rapport à 2020.

À la veille du 14 juillet, soyez donc assurée, madame la députée, que le ministère de l'intérieur est pleinement mobilisé pour accompagner les forces de sécurité civile dans l'ensemble de leurs actions. Je tiens à les remercier tout particulièrement pour leur contribution toujours plus forte aux efforts de l'État dans la campagne de vaccination et la lutte contre la pandémie. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Sylvie Bouchet Bellecourt](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4245

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Citoyenneté

Ministère attributaire : Citoyenneté

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 juillet 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 juillet 2021](#)